

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Éducation : un secteur en plein chantier

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

VÉRITABLE levier du développement d'un pays, l'éducation n'a pas été en marge des réformes engagées par la nouvelle équipe gouvernementale dirigée par Rose Christiane Ossouka. Dans ce cadre, le ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Formation civique, Patrick Mouguiama-Daouda a, durant les 100 premiers jours du nouveau gouvernement, fait face à de nombreux chantiers. Parmi lesquels la suspension de plusieurs responsables d'établissements publics et privés, l'organisation de l'examen du baccalauréat en période de Covid-19 et, la rentrée des classes le 9 novembre prochain.

S'agissant de la suspension pour divers motifs d'une soixantaine de chefs d'établissements, le ministre de tutelle entend vouloir favoriser un environnement éducatif sain. "Nous en sommes au début des sanctions administratives qui ne sont pas encore définitives. Mais il faudrait bien que les gens comprennent aussi que nous nous réservons le droit,

si l'examen des faits le demandait, d'entreprendre des poursuites judiciaires. Parce qu'il y a quand même eu pour certains cas des faux en écriture, des faux et usage de faux", avait indiqué le Pr Mouguiama-Daouda.

Concernant l'organisation de l'examen du baccalauréat en pleine crise du Covid-19, le membre du gouvernement, accompagné de plusieurs partenaires au développement, dont l'Unesco et l'Unicef, s'est donné comme pari d'éviter tout risque de contamination au nouveau coronavirus durant cette pé-

riode de reprise des cours qui n'a concerné que les seules classes de Terminale.

Au sujet de l'épineuse question de la reprise des cours prévue lundi prochain sur l'ensemble du territoire national, le ministre entend faire du cas par cas. Selon lui, "le transport scolaire effectif, nous y travaillons". Par ailleurs, si de nombreux observateurs pointent du doigt la gestion "légère" de cette rentrée des classes encore marquée par la crise du Covid-19, le ministre, lui, entend mettre l'accent sur le protocole sanitaire.



L'un des chantiers en cours du ministère de l'Éducation nationale.

## Enseignement supérieur : les travaux d'Hercule

Rudy HOMBENET ANVINGUI  
Libreville/Gabon

C'EST l'un des départements sur lequel les projecteurs sont en ce moment braqués. Particulièrement en cette période de crise sanitaire qui impose une nouvelle feuille de route pour toute organisation. Ouvrir les amphithéâtres en cette période critique constitue une équation à plusieurs inconnues à laquelle le ministre en charge de l'Enseignement supérieur, Pr Patrick Mouguiama-Daouda se doit de résoudre.

Dès son arrivée à la tête de ce département, il a annoncé une batterie de mesures qui devraient,

d'après ses déclarations, être très vite mises en route. Pour outiller les universitaires dans la lutte contre la Covid-19, le ministre a récemment annoncé la mise à disposition au sein de la plus grande université du Gabon d'un groupe de travail intégrant, notamment, les services de la présidence de la République, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), les Forces de police nationale (FPN), et le ministère du Budget, afin d'établir une stratégie cohérente de riposte. Dans la même lancée, masques de protection, gels hydroalcooliques, thermoflashes et cubitainers d'eau seront bientôt installés au sein de l'université.

La problématique des infrastructures n'est pas en reste. Dans ce chantier, Patrick Mouguiama-Daouda a annoncé la livraison d'amphithéâtres de grande capacité, pour permettre aux étudiants des licences 1 et 2 de reprendre sereinement les activités pédagogiques. Dans cette réhabilitation infrastructurelle, il sera assisté de ses collègues du Pétrole et des Infrastructures qui vont activer les entreprises afin que les amphis, notamment de grande capacité, puissent être livrés le plus rapidement possible. C'est du moins ce qu'annonçait le recteur de l'Université Omar-Bongo (UOB) lors d'un récent Conseil rectoral.

## Partenaires sociaux : maintenir la flamme du dialogue



Sveltana NTSAME NDONG  
Libreville/Gabon

APRÈS les 100 jours de la Première ministre Rose-Christiane Ossouka-Raponda à la tête du gouvernement, certains partenaires sociaux, notamment ceux du secteur de l'éducation, sans vouloir être trop critiques à son endroit en raison du caractère inédit de la nomination d'une femme à ce poste de responsabilité, se disent quelque peu satisfaits du pari qu'elle a jusque-là su relever en établissant une communication franche avec ces derniers.

"Il faut reconnaître que le Premier ministre est une dame et c'est la première fois qu'une dame occupe ces prestigieuses fonctions. Donc nous ne pouvons pas la juger aussi sévèrement et nous ne pouvons pas non plus faire des critiques vaines sur le bilan de ses 100 jours à la tête du gouvernement. Mais nous pensons que dès son arrivée, Madame le Premier ministre a voulu être visible dans son action. En somme,

du point de vue de la communication elle est quand même là", a reconnu le secrétaire général du Syndicat de l'éducation nationale (Sena) Fridolin Mve Messa.

Si la cheffe du gouvernement a pu relever le défi de la communication, il n'en demeure pas moins que son action reste attendue sur plusieurs fronts par les partenaires sociaux, dont le plus imminent reste de façon générale la concrétisation des recommandations du forum de la Fonction publique. Et de manière plus particulière, les partenaires de l'éducation souhaitent "que le Premier ministre ait un regard plus spécifique sur ce domaine. Parce que c'est l'éducation qui est à la base de tout. Car, si un pays veut se développer, il faudrait que la priorité soit donnée à la formation de sa ressource humaine. Donc pour nous, partenaires du secteur de l'éducation, nous attendons que le chef du gouvernement ait une oreille attentive aux sollicitations des partenaires du secteur de l'éducation afin que l'école gabonaise puisse retrouver ses lettres de noblesse", a plaidé le SG du Sena.

Pour Fridolin Mve Messa, SG du Sena, en 100 jours la PM Ossouka Raponda a su établir une communication avec les partenaires sociaux.



Le ministre de l'Enseignement supérieur Patrick Mouguiama Daouda.